

PARLEMENT DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

SESSION ORDINAIRE 2015-2016

6 SEPTEMBRE 2016

PROJET D'ORDONNANCE

portant assentiment à :

**l'Accord entre
le Royaume de Belgique,
représenté par son gouvernement,
et l'Etat d'Israël,
représenté par son gouvernement,
sur l'exercice d'activités
à but lucratif par
certains membres de la famille
du personnel de missions diplomatiques
et de postes consulaires,
signé à Jérusalem le 11 novembre 2013**

Exposé des motifs

L'objet du présent Accord consiste à faciliter l'exercice d'une activité à but lucratif (en tant que salarié ou indépendant), au conjoint et à d'autres membres de la famille faisant partie du ménage des agents et autres membres du personnel des missions diplomatiques et postes consulaires israéliens affectés en Belgique et, réciproquement, belges affectés en Israël, l'exercice d'une activité professionnelle à but lucratif (profession salariée ou indépendante).

Le statut du personnel diplomatique et consulaire affecté par l'Etat accréditant dans l'Etat d'accueil ainsi que le statut des membres de leur famille sont régis par les Conventions de Vienne sur les Relations diplomatiques (1961) et sur les Relations consulaires (1963).

Ces Conventions prévoient un certain nombre de priviléges et immunités dont bénéficient les membres du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT

GEWONE ZITTING 2015-2016

6 SEPTEMBER 2016

ONTWERP VAN ORDONNANTIE

houdende instemming met :

**de Overeenkomst tussen
het Koninkrijk België,
vertegenwoordigd door zijn Regering,
en de Staat Israël,
vertegenwoordigd door zijn Regering,
inzake het verrichten van
betaalde werkzaamheden door
gezinsleden van personeel van
een diplomatieke zending of
een consulaire post, ondertekend
te Jeruzalem op 11 november 2013**

Memorie van toelichting

De voorliggende Overeenkomst heeft als doel het verrichten van betaalde werkzaamheden (als loontrekkende of zelfstandige) door de echtgeno(o)t(e) en andere gezinsleden van het huishouden van de ambtenaren en andere personeelsleden van de Israëliisch diplomatieke zendingen en consulaire posten in België en, op grond van wederkerigheid, van de Belgische diplomatieke zendingen en consulaire posten in Israël te vergemakkelijken.

De status van het diplomatieke en consulaire personeel dat door de Zendstaat wordt aangesteld in de Ontvangststaat alsmede de status van de gezinsleden worden geregeld door het Verdrag van Wenen inzake diplomatiek verkeer (1961) en inzake consulair verkeer (1963).

Deze Verdragen voorzien in een aantal voorrechten en immuniteiten ten behoeve van de personeelsleden van de diplomatieke zendingen en consulaire posten alsmede

ainsi que les membres de la famille de ceux-ci faisant partie de leur ménage (partenaire et enfants à charge).

Ces Conventions ne prévoient nullement l'interdiction, pour ces derniers, d'exercer dans l'Etat d'accueil une activité à but lucratif. Néanmoins, leur statut ainsi que les priviléges et immunités qui en découlent sont, en pratique, incompatibles avec l'exercice d'une profession. De plus, dans la plupart des Etats, l'accès des étrangers à une activité rémunérée est limité.

Le Conseil de l'Europe, conscient de cette problématique, a adopté une Recommandation proposant un modèle d'Accord bilatéral visant à permettre l'exercice d'une activité à but lucratif aux membres de la famille qui font partie du ménage d'un membre d'une mission diplomatique ou consulaire.

Jusqu'il y a peu, l'état de la réglementation belge en matière d'occupation de travailleurs étrangers ne favorisait pas l'exercice par ces personnes d'une profession rémunérée en Belgique, ce qui a retardé la négociation d'accords tels que celui-ci. Actuellement, les modifications apportées à la réglementation interne belge rendent possible la conclusion d'accords de réciprocité en cette matière. La réglementation interne en matière d'accès aux professions d'indépendant est également adaptée.

Dans le cadre de la politique menée en faveur de l'égalité des chances entre hommes et femmes, il a été décidé de proposer à la négociation, à un certain nombre de pays, des accords bilatéraux de réciprocité visant à permettre le travail rémunéré entre autres des partenaires d'agents diplomatiques et consulaires.

Des accords semblables ont déjà été conclus avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Etats Unis d'Amérique, le Canada, la Croatie, le Chili, le Pérou, la Turquie, le Brésil, les Philippines, la Serbie, l'ARYM, l'Albanie, la Bosnie Herzégovine, l'Equateur et l'Inde.

Commentaire des articles

L'article 1^{er} prévoit que l'Accord a pour objet d'autoriser les membres de la famille du personnel des missions diplomatiques, des postes consulaires et des représentations permanentes auprès d'une organisation internationale ayant son siège dans l'Etat accréditant, à exercer une activité à but lucratif.

L'Etat d'accueil peut toutefois refuser de donner son consentement dans certains domaines, à savoir si l'Etat d'accueil est l'employeur ou si l'exercice de l'activité touche à la sécurité nationale.

van de gezinsleden die deel uitmaken van hun huishouden (partner en kinderen ten laste).

Voornoemde Verdragen stellen ten aanzien van voorname personen geenszins dat het verboden is in de Ontvangststaat betaalde werkzaamheden te verrichten. Wel is het zo dat hun status en de daaruit voortvloeiende voorrechten en immuniteten in de praktijk onverenigbaar zijn met het uitoefenen van een beroep. In de meeste Staten is de toegang van buitenlanders tot bezoldigde arbeid trouwens beperkt.

In het besef hiervan hechtte de Raad van Europa zijn goedkeuring aan een Aanbeveling betreffende een model voor een bilaterale overeenkomst die ten doel heeft gezinsleden van een lid van een diplomatische of consulaire zending de mogelijkheid te bieden betaalde werkzaamheden te verrichten.

De onderhandelingen over soortgelijke overeenkomsten liepen vertraging op door het feit dat de Belgische regelgeving inzake de tewerkstelling van buitenlandse werknemers het verrichten van betaalde werkzaamheden door voornoemde personen in België niet gemakkelijk maakte. Als gevolg van de wijzigingen van de Belgische interne regelgeving is het nu mogelijk ter zake wederkerigheidsovereenkomsten te sluiten: De interne regelgeving inzake toegang tot zelfstandige beroepen is eveneens aangepast.

In het kader van het gelijke kansenbeleid voor mannen en vrouwen werd besloten een aantal landen bilaterale wederkerigheidsovereenkomsten ter onderhandeling voor te leggen teneinde met name de partner van diplomatieke en consulaire ambtenaren in de gelegenheid te stellen bezoldigde arbeid te verrichten.

Gelijkwaardige overeenkomsten werden reeds afgesloten met Australië, Nieuw-Zeeland, Verenigde Staten van Amerika, Canada, Kroatië, Chili, Peru, Turkije, Brazilië, Filippijnen, Servië, VJRM, Albanië, Bosnië-Herzegovina, Ecuador en India.

Commentaar bij de artikelen

Artikel 1 bepaalt dat de Overeenkomst tot voorwerp heeft toestemming te verlenen aan de gezinsleden van het personeel van diplomatieke zendingen, consulaire posten en permanente vertegenwoordigingen bij een internationale organisatie met zetel in de Ontvangststaat om er betaalde werkzaamheden uit te oefenen.

De Ontvangende Staat kan de toestemming echter weigeren voor bepaalde domeinen, met name als de Ontvangende Staat de werkgever is en als de activiteiten een invloed hebben op de nationale veiligheid.

L'autorisation de travailler dans l'Etat d'accueil est d'application tant que le bénéficiaire fait partie de la famille de la personne affectée à la mission diplomatique ou consulaire ou jusqu'à la fin la mission officielle de cette dernière.

L'article 2 contient quelques définitions.

L'article 3 établit les principes qui gouverneront la procédure à suivre pour l'obtention des autorisations d'exercer l'activité à but lucratif. Les demandes doivent passer par la voie diplomatique. Après avoir parcouru la procédure, l'autorisation est également envoyée par voie diplomatique.

L'article prévoit que les procédures sont suivies le plus vite possible de manière à ce que le bénéficiaire puisse exercer l'activité à but lucratif dans les meilleurs délais. En plus, il faut mentionner que les règles en vigueur dans l'Etat d'accueil en ce qui concerne les conditions d'accès et les qualifications liées à la profession considérée doivent être remplies et respectées par le bénéficiaire.

Si un membre de la famille exerce une activité à but lucratif à Israël sur la base de cet accord et souhaite changer d'employeur, il doit introduire une nouvelle demande. Cette exigence n'est pas requise en ce qui concerne notre pays. Un permis de travail type C n'est pas liée à un employeur mais constitue un permis de travail général.

L'article 4 tient compte du fait que les bénéficiaires de l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif ne jouissent pas d'immunité de juridiction en matière civile et administrative prévues par les Conventions de Vienne de 1961 et 1963 (ou en vertu de tout autre instrument international applicable), pour tous les actes découlant de l'exercice de l'activité à but lucratif et rentrant dans le champ d'application du droit civil ou administratif de l'Etat d'accueil.

En outre, l'Accord prévoit la levée d'immunité d'exécution de toute décision judiciaire prononcée en rapport avec de tels actes.

Conformément à l'article 5, l'Etat accréditant lève l'immunité de juridiction pénale dont jouissent les membres de la famille. La demande de levée de l'immunité doit se rapporter aux actes ou omissions découlant de l'exercice de l'activité à but lucratif. Si la levée est contraire aux intérêts de l'Etat accréditant, cet Etat ne lèvera pas l'immunité de juridiction pénale.

La levée d'immunité d'exécution de la décision judiciaire en matière pénale doit faire l'objet d'une demande de levée spécifique de la part de l'Etat d'accueil à l'Etat accréditant, ce dernier étant tenu de prendre sérieusement en considération ce type de requête.

De toestemming om in de Ontvangende Staat te werken blijft geldig zolang de begunstigde deel uitmaakt van het gezin van het personeelslid van een diplomatieke zending of een consulaire post of tot de officiële functie van het personeelslid eindigt.

Artikel 2 bevat enkele definities.

Artikel 3 legt de beginselen vast inzake de procedure die moet worden gevuld om toestemming te krijgen voor het verrichten van betaalde werkzaamheden. Verzoeken moeten via diplomatieke weg worden ingediend. Na het doorlopen van de procedure wordt de toestemming ook langs diplomatieke weg verstuurd.

Het artikel voorziet dat de procedures met de nodige spoed worden doorlopen zodat de begunstigde snel een betaalde activiteit kan uitoefenen. Daarnaast is het belangrijk om te vermelden dat de in de Ontvangststaat geldende voorschriften inzake de toegang tot het beroep en de kwalificaties verbonden aan de werkzaamheden moeten nageleefd en vervuld worden door de begunstigde.

Indien een gezinslid werkzaam in Israël op grond van deze overeenkomst van werkgever wenst te veranderen, moet een nieuw verzoek ingediend worden. Deze vereiste geldt niet voor ons land. Een arbeidskaart type C is niet verbonden aan één werkgever maar is een algemene werkvergunning.

Artikel 4 besteedt aandacht aan het feit dat de begunstigen van een toestemming om betaalde werkzaamheden te verrichten geen civiel- en administratiefrechtelijke immunitet van rechtsmacht waarin de Verdragen van Wenen van 1961 en 1963 (of enig ander toepasselijk internationaal verdrag) voorzien, genieten voor de handelingen die voortvloeden uit het verrichten van bepaalde werkzaamheden welke onder het burgerlijk en administratief recht van de Ontvangststaat vallen.

De Overeenkomst bepaalt tevens dat afstand zal worden gedaan van de immuniteit van tenuitvoerlegging van gerechtelijke uitspraken die betrekking hebben op dergelijke handelingen.

Overeenkomstig artikel 5 doet de Zendstaat afstand van de immuniteit van rechtsmacht in strafzaken die de gezinsleden genieten. Het verzoek tot afstand moet betrekking hebben op elk handelen of nalaten dat voortvloeit uit de betaalde werkzaamheden. Indien de afstand in strijd is met de belangen van de Zendstaat, zal deze Staat geen afstand van de immuniteit van rechtsmacht in strafzaken doen.

De Ontvangststaat moet voor het doen van afstand van de immuniteit ten aanzien van de tenuitvoerlegging van de gerechtelijke uitspraak in strafzaken een specifiek verzoek om opheffing van immuniteit aan de Zendstaat richten, die soortgelijk verzoek ernstig in overweging neemt.

L'article 6 prévoit que les régimes fiscal et de sécurité sociale de l'Etat d'accueil sont d'application pour tout ce qui se rapporte à l'exercice des activités professionnelles concernées. Par « régimes fiscal et de sécurité sociale de l'Etat d'accueil », il convient d'entendre l'ensemble des dispositions fiscales ou sociales en vigueur dans ledit Etat, en ce compris d'éventuels accords bilatéraux ou multilatéraux, existants ou futurs.

En outre, l'Accord contient des dispositions finales habituelles concernant le règlement de différends et l'entrée en vigueur

Caractère mixte

Le caractère mixte a été établi le 16 décembre 2014 par le Groupe de travail Traités mixtes (GTTM), organe consultatif de la Conférence Interministérielle de Politique étrangère (CIPE).

Après l'entrée en vigueur de la Sixième Réforme d'Etat, les Régions sont, en vertu de l'article 6, § 1^{er}, IX, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, compétentes pour l'occupation des travailleurs étrangers. En ce qui concerne les permis de travail A et B ainsi que la carte professionnelle pour les travailleurs indépendants, ceci implique que les régions sont compétentes pour leur réglementation, leur application, leur contrôle et leur maintien.

Le Ministre chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement,

Guy VANHENGEL

Artikel 6 voorziet dat de belasting- en sociale zekerheidsstelsels van de Ontvangststaat van toepassing zijn ten aanzien van alles wat verband houdt met het uitoefenen van desbetreffende beroepswerkzaamheden. Onder « belasting- en sociale zekerheidsstelsels van de Ontvangststaat » dient men te verstaan het geheel van fiscale en sociale regels in werking in deze Staat, met inbegrip van de eventuele, bestaande of toekomstige, bilaterale of multilaterale overeenkomsten.

Daarnaast bevat de Overeenkomst nog de gebruikelijke slotbepalingen, betreffende de geschillenbeslechting en de inwerkingtreding.

Gemengd karakter

Het gemengd karakter is vastgesteld op 16 december 2014 door de Werkgroep Gemengde Verdragen (WGGV), adviesorgaan van de Interministeriële Conferentie Buitenlands Beleid (ICCB).

Na de inwerkingtreding van de Zesde Staatshervorming zijn de Gewesten op grond van het artikel 6, § 1, IX, 3^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bevoegd voor de tewerkstelling van buitenlandse arbeidskrachten. Voor wat betreft de arbeidskaarten A en B alsook de beroepskaart voor zelfstandigen betekent dit dat de gewesten bevoegd zijn voor de regelgeving, de toepassing, de controle en de handhaving ervan.

De Minister belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking,

Guy VANHENGEL

**AVANT-PROJET D'ORDONNANCE
SOUMIS À L'AVIS
DU CONSEIL D'ETAT**

AVANT-PROJET D'ORDONNANCE

portant assentiment à :

**I'Accord entre le Royaume de Belgique,
représenté par son gouvernement,
et l'Etat d'Israël, représenté par
son gouvernement, sur l'exercice d'activités
à but lucratif par certains membres de la famille
du personnel de missions diplomatiques
et de postes consulaires,
signé à Jérusalem le 11 novembre 2013**

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Ministre des Relations extérieures,

Après délibération;

ARRETE :

Le Ministre des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement est chargé de présenter au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, le projet d'ordonnance dont la teneur suit :

Article 1^{er}

La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Article 2

L'Accord entre le Royaume de Belgique, représenté par son gouvernement, et l'Etat d'Israël, représenté par son gouvernement, sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, signé à Jérusalem le 11 novembre 2013, sortira son plein et entier effet.

Bruxelles, le

Le Ministre-Président chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propriété publique,

Rudi VERVOORT

Le Ministre chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement,

Guy VANHENGEL

**VOORONTWERP VAN ORDONNANTIE
ONDERWORPEN AAN HET ADVIES
VAN DE RAAD VAN STATE**

VOORONTWERP VAN ORDONNANTIE

houdende instemming met :

**de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België,
vertegenwoordigd door zijn Regering,
en de Staat Israël, vertegenwoordigd door
zijn Regering, inzake het verrichten van
betaalde werkzaamheden door gezinsleden
van personeel van een diplomatische zending
of een consulaire post,
ondertekend te Jeruzalem op 11 november 2013**

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Op voorstel van de Minister van Externe Betrekkingen,

Na beraadslaging;

BESLUIT :

De Minister van Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking is ermee belast bij het Brussels Hoofdstedelijk Parlement het ontwerp van ordonnantie in te dienen waarvan de tekst hierna volgt :

Artikel 1

Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Artikel 2

De Overeenkomst tussen het Koninkrijk België, vertegenwoordigd door zijn Regering, en de Staat Israël, vertegenwoordigd door zijn Regering, inzake het verrichten van betaalde werkzaamheden door gezinsleden van personeel van een diplomatische zending of een consulaire post, ondertekend te Jeruzalem op 11 november 2013, zal volkomen gevolg hebben.

Brussel,

De Minister-Voorzitter belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

Rudi VERVOORT

De Minister belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking,

Guy VANHENGEL

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au développement, le 15 juin 2016, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance « portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique, représenté par son gouvernement, et l'Etat d'Israël, représenté par son gouvernement, sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, signé à Jérusalem le 11 novembre 2013 » a donné l'avis (n° 59.613/1) suivant :

En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation s'est limitée à l'examen de la compétence de l'auteur de l'acte, du fondement juridique (¹) et de l'accomplissement des formalités prescrites.

Cet examen ne donne lieu à aucune observation.

La chambre était composée de :

Messieurs M. VAN DAMME,	président de chambre,
	conseillers d'État,
W. VAN VAERENBERGH	
Madame P. DE SOMERE,	
Messieurs M. RIGAUX, M. TISON	assesseurs de la section de législation
W. GEURTS,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. T. MAES, auditeur adjoint.

<i>Le Greffier;</i>	<i>Le Président,</i>
W. GEURTS	M. VAN DAMME

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, eerste kamer, op 15 juni 2016, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingswerk, verzocht binnen een termijn van dertig dagen, een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie « houdende instemming met de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België, vertegenwoordigd door zijn Regering, en de Staat Israël, vertegenwoordigd door zijn Regering, inzake het verrichten van betaalde werkzaamheden door gezinsleden van personeel van een diplomatieke zending of een consulaire post, ondertekend te Jeruzalem op 11 november 2013 » heeft het volgende advies (nr. 59.613/1) gegeven :

Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich beperkt tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond (¹), alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

Dat onderzoek geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

De kamer was samengesteld uit :

De Heren M. VAN DAMME,	kamervoorzitter,
W. VAN VAERENBERGH,	staatsraden,
Mevrouw P. DE SOMERE,	
De Heren M. RIGAUX, M. TISON	assessoren van de afdeling wetgeving,
W. GEURTS,	griffier.

Het verslag is uitgebracht door de heer T. MAES, adjunct-auditeur.

<i>De Griffier;</i>	<i>De Voorzitter;</i>
W. GEURTS	M. VAN DAMME

(1) S'agissant d'un avant-projet d'ordonnance, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

(1) Aangezien het om een voorontwerp van ordonnantie gaat, wordt onder « rechtsgrond » de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

PROJET D'ORDONNANCE**portant assentiment à :**

**l'Accord entre
le Royaume de Belgique,
représenté par son gouvernement,
et l'Etat d'Israël,
représenté par son gouvernement,
sur l'exercice d'activités
à but lucratif par
certains membres de la famille
du personnel de missions diplomatiques
et de postes consulaires,
signé à Jérusalem le 11 novembre 2013**

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
Sur la proposition du Ministre des Relations extérieures,
Après délibération,

ARRETE :

Le Ministre des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement est chargé de présenter au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, le projet d'ordonnance dont la teneur suit :

Article 1^{er}

La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Article 2

L'Accord entre le Royaume de Belgique, représenté par son gouvernement, et l'Etat d'Israël, représenté par son gouvernement, sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, signé à Jérusalem le 11 novembre 2013, sortira son plein et entier effet (*).

ONTWERP VAN ORDONNANTIE**houdende instemming met :**

**de Overeenkomst tussen
het Koninkrijk België,
vertegenwoordigd door zijn Regering,
en de Staat Israël,
vertegenwoordigd door zijn Regering,
inzake het verrichten van
betaalde werkzaamheden door
gezinsleden van personeel van
een diplomatieke zending of
een consulaire post, ondertekend
te Jeruzalem op 11 november 2013**

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
Op voorstel van de Minister van Externe Betrekkingen,
Na beraadslaging,

BESLUIT :

De Minister van Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking is ermee belast bij het Brussels Hoofdstedelijk Parlement het ontwerp van ordonnantie in te dienen waarvan de tekst hierna volgt :

Artikel 1

Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Artikel 2

De Overeenkomst tussen het Koninkrijk België, vertegenwoordigd door zijn Regering, en de Staat Israël, vertegenwoordigd door zijn Regering, inzake het verrichten van betaalde werkzaamheden door gezinsleden van personeel van een diplomatieke zending of een consulaire post, ondertekend te Jeruzalem op 11 november 2013, zal volkomen gevolg hebben (*).

(*) Le texte intégral de l'Accord peut être consulté au greffe du Parlement.

(*) De volledige tekst van de Overeenkomst kan op de griffie van het Parlement geraadpleegd worden.

Bruxelles, le 9 juin 2016.

Le Ministre-Président chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propriété publique,

Rudi VERVOORT

Le Ministre chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement,

Guy VANHENGEL

Brussel, 9 juni 2016.

De Minister-Voorzitter belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

Rudi VERVOORT

De Minister belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking,

Guy VANHENGEL